

Publié le 16 mars 2018

Le vent tourne-t-il en mer de Chine ?

Donald J. Trump a accepté de rencontrer le leader nord-coréen, Kim Jong-un, le 8 mars 2018. Un revirement spectaculaire alors que les récentes envolées des deux dirigeants laissaient plutôt croire à une escalade progressive vers la guerre, et ce, malgré la trêve olympique...

Le président des États-Unis d'Amérique, Donald J. Trump, a accepté l'idée d'une rencontre avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un. La Corée du Nord est un État enclavé entre la Chine et la Corée du Sud. Depuis la fin des années 1940, l'isthme de Corée est divisé en deux pays distincts : le Nord est d'inspiration communiste, sous influence russe, tandis que le Sud s'est acclimaté à l'économie de marché, sur le modèle américain. Le premier est fermé et belliqueux, le second est un chantre de la mondialisation.

Aperçu géostratégique

La Corée a cristallisé les tensions de la guerre froide dans la «guerre de Corée»(1950-1953). L'URSS de Staline a soutenu la Corée du Nord dans son invasion de la Corée du Sud, elle-même sous influence américaine, invasion finalement repoussée. Ce pays est un des symboles de la «guerre froide», dont les deux principaux ennemis n'ont jamais été en conflit direct, mais seulement par alliés interposés. Un armistice mit fin à la guerre, séparant la Corée sur le 38^e parallèle (une bande de 249 kilomètres de long et de quatre kilomètres de large). Finalement (et des milliers de morts plus tard), la Corée se retrouva dans la même situation qu'avant la guerre, dans ce que l'on appelle le «*statu quo ante bellum*» («statu quo avant la guerre»).

Depuis, c'est une poudrière menaçante : soutenus par les chinois à l'ouest et l'URSS au Nord face aux américains, aux japonais et la Corée du Sud, la Corée du Nord est au centre du jeu politique dans le pacifique. La chute de l'URSS (1991), et l'ouverture partielle au monde de la Chine a amplifié le phénomène de repli sur soi de la Corée du Nord qui s'est trouvée isolée, s'enfermant dans des tests missiles menaçants et des sorties tapageuses. Cependant, elle demeure sur la scène politique mondiale depuis la chute de ses anciens «camarades» : elle est au centre géographique de l'activité navale (militaire) et maritime (économique) de la région, menaçant les activités de fret américaines, japonaises et sud-coréennes. Elle a un accès sur la mer du Japon, sur la mer Jaune et sur la Mer de Chine. Avec l'arsenal nucléaire qu'elle prétend avoir, elle peut frapper le Japon, la Russie, la Chine et la Corée du Sud. D'ailleurs, depuis qu'elle s'est vantée d'avoir du matériel nucléaire – et les missiles pour le faire parvenir aux pays alentour –, la Corée du Nord est la principale menace de la zone.

Le Japon, la Chine, la Corée du Sud, la Russie et les États-Unis (qui, fidèles à leur tradition, soutiennent et protègent la Corée du Sud) ont maille à partir avec la Corée du Nord. Avec l'élection

de Donald Trump a la tête des États-Unis, les provocations et les insultes sont allées croissant, provoquant le désarroi des observateurs. Kim Jong-un affirme en janvier 2018 : «J'ai un bouton nucléaire sur mon bureau, c'est un fait. Pas une menace». Donald Trump réagit : «J'ai aussi un bouton nucléaire, mais il est plus gros et plus puissant que le sien, et il fonctionne». Ces attaques verbales, finalement, préfiguraient-elles la situation actuelle ? N'indiquaient-elles pas que les deux hommes étaient prêts à se parler, même en s'envoyant des insultes à la figure ? Dans ce contexte d'escalade verbale, c'est une première rencontre que Donald J. Trump a acceptée sans sourciller, le 8 mars 2018.

Le président sud-coréen Moon Jae-in : un bâtisseur de ponts ?

Les principaux acteurs de la décision de Trump sont les Sud-Coréens. En effet, les Jeux olympiques d'hiver de Pyeongchang de février 2018 ont été l'occasion pour la Corée du Sud d'atténuer le climat de tension qui allait grandissant avec son frère du Nord. En invitant les athlètes nord-coréens, la Corée du Sud a tendu une main, que le Président Kim Jong-un s'est empressé de saisir. Un orchestre, une «cheering squad» (pom-pom girls), une démonstration de taekwondo se sont ainsi invités aux Jeux, accompagnant les athlètes nord-coréens. La propre sœur de Kim Jong-un faisait partie de la délégation nord-coréenne, première membre de la famille à mettre le pied sur le sol sud-coréen, accueillie par le président Moon Jae-in. En somme, les Sud-Coréens ont mis les petits plats dans les grands. Si bien que la diligence dont ils ont fait preuve pour dérouler le tapis rouge à la délégation nord-coréenne a provoqué une réaction négative tant du côté américain qu'au niveau national.

Tout d'abord, Mike Pence, le vice-président américain, a rappelé, à l'occasion des jeux, les différents abus contre les droits de l'homme commis par le régime nord-coréen. Il a également menacé de renforcer la pression économique sur la Corée du Nord et a refusé de rencontrer n'importe quel membre de la délégation, incluant la sœur du président nord-coréen. Ainsi, si l'objectif des Sud-Coréens était d'établir une relation entre les Américains et les Nord-Coréens durant ces jeux, ce fut d'un acte manqué dans un premier temps. Les États-Unis, sur la ligne politique d'une «pression maximale», ne semblaient pas, au moment des jeux, vouloir laisser de répit au régime nord-coréen en assurant sur eux une pression permanente. Ces pressions ont-elles joué sur la décision du Président nord-coréen de dialoguer avec Trump ?

Ensuite, sur le plan national, la constitution d'une équipe féminine unifiée de Corée a été mise en cause par les Sud-Coréens. Le symbole politique d'une Corée unifiée autour du sport sous un même drapeau fait sens, mais certains Sud-Coréens ont regretté que la compétitivité de l'équipe soit sacrifiée au bénéfice de la symbolique.

L'œuvre du président sud-coréen, à travers ces jeux, a été de bâtir un «pont», d'ouvrir un dialogue avec Pyongyang, afin de mettre en relation Sud-Coréens et Nord-Coréens, Nord-Coréens et Américains. Si sa première tentative a pu sembler infructueuse auprès des Américains, l'annonce de cette rencontre l'aura finalement couronnée de succès. D'abord Kim Jong-un a invité Moon Jae-in en Corée du Nord. Quelques jours plus tard, une délégation sud-coréenne apportait à Donald Trump une «offre» de discussion de la part de Kim Jong-un. Le président américain s'est empressé d'accepter, prenant par surprise l'ensemble des analystes politiques. Ces derniers voyaient dans la

trêve des Jeux olympiques un événement éphémère et illusoire. Ils estimaient qu'une fois les jeux terminés, les tensions et la possibilité d'une guerre supplanteraient la fragile paix olympique. Or il semblerait que la politique de pression maximale des deux parties n'ait été qu'un préalable à la négociation où chacun rechercha le point de départ d'une négociation favorable.

Les Japonais pris de court, les Chinois appellent à la patience

Plus que les analystes politiques de tous les pays, le président américain a également mis en défaut ses alliés japonais, satisfaisant au contraire la puissance chinoise (alliée traditionnelle de la Corée du Nord).

Isolé dans son archipel, en permanence à portée des outrances de Kim Jong-un, le Japon milite pour exercer sur la Corée du Nord une pression maximale (tout comme les États-Unis il y a encore quelques semaines). Il préconise notamment d'alourdir les sanctions économiques si le processus de dénucléarisation de la péninsule coréenne n'est pas engagé. Le Japon semble surpris par la décision de Donald Trump et se retrouve apparemment isolé dans le jeu politique en mer de Chine, puisque le Président américain a pris sa décision sans concertation de ses alliés. C'était pourtant le principe jusqu'alors : discuter avec tous les acteurs régionaux pour avoir une voix commune et une force commune pour parler à la Corée du Nord. «La décision a été prise totalement dans le dos du Japon, l'Archipel a été laissé de côté», aurait-on réagi au ministère de la Défense japonais.

Les Chinois, quant à eux, appellent à la patience. «Toutes les parties doivent faire preuve de patience et d'attention, et montrer de la sagesse politique, pour répondre de manière appropriée et écarter tout problème et interférence pouvant empêcher la reprise du processus de discussions», a affirmé Xi Jinping, le président chinois, désormais à vie. L'allié historique de la Corée du Nord semble militer pour une solution tempérée, un processus qui doit prendre son temps afin d'envisager sereinement la détente.

«Nous prévoyons tout à fait qu'il [le sommet, Ndlr] aura lieu. L'offre a été présentée [par l'intermédiaire de la Corée du Sud, Ndlr], et nous l'avons acceptée. La Corée du Nord a fait plusieurs promesses. Nous espérons qu'elle les tiendra et, si c'est le cas, la réunion aura lieu comme prévu», a déclaré Sarah Sanders porte-parole de la Maison-Blanche à la presse.

Vers une forme de détente ?

Si l'idée d'une rencontre entre Donald Trump et Kim Jong-un est révélatrice d'un pas fait de chaque côté, l'idée de la paix et, mieux encore, de la réunification des Corées est encore lointaine et fragile. Dans une négociation, chacun arrive avec ses revendications, et chaque partie devra faire des sacrifices. Et c'est tout l'enjeu ! Les exercices militaires sud-coréens et américains qui agacent tant Pyongyang devraient être un des points centraux de la rencontre, tout autant que le programme d'armement nucléaire de la Corée du Nord. L'enjeu, pour la Corée du Nord, est de lever la pression économique exercée contre elle par la majorité des pays du monde. Pour les Américains, il s'agira de diminuer la pression que fait peser le chantage nucléaire de la Corée du Nord sur l'Amérique.

À court terme, il est important de noter qu'un corridor diplomatique est en bonne voie d'être ouvert entre l'un des États les plus fermés du monde et, de surcroît, son principal adversaire : les États-

Unis. D'après les journaux américains, la Corée du Nord n'envisagerait une limitation de son arsenal nucléaire que dans le cadre de discussions avec les États-unis, et non avec un partenaire comme la Corée du Sud. Doit-on imaginer, dès lors, que ce premier pas de Kim Jong-un vers Donald Trump laisse entrevoir cette possibilité ?

Si cette rencontre nourrit certains espoirs, d'autres actes plus discrets peuvent venir les tempérer. Dans l'administration américaine, Trump a remplacé Rex Tillerson au département d'État par Mike Pompeo, ancien directeur de la CIA, qui a une ligne plus dure et plus forte sur les dossiers iranien et nord-coréen. Le président ouvre d'un côté, laissant entrevoir une détente à plus ou moins long terme, mais se protège de l'autre, musclant ses atouts dans la perspective du futur rapport de force. Sa main droite ignore-t-elle ce que fait sa gauche ? Œuvrent-elles de concert ?

L'amorce d'une détente dépendra de l'entente des deux hommes. Par contre, le couloir diplomatique s'ouvre, la ligne téléphonique est active, comme le fameux téléphone rouge de Kennedy en son temps. Le vent tourne-t-il en mer de Chine ?

Pierre Hardon

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr